Olivier DARD, *La Synarchie. Le mythe du complot
permanent*

Paris, Perrin, coll. Tempus, 2012 (1998), 408 pages

Humberto Cucchetti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8792>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8792

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 277-278

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Humberto Cucchetti, « Olivier DARD, *La Synarchie. Le mythe du complot permanent* », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8792> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8792>

Olivier DARD, *La Synarchie. Le mythe du complot permanent*.

Paris, Perrin, coll. Tempus, 2012 (1998), 408 p.

« À chacun sa synarchie ». Avec cette formule (p. 177), nous pourrions résumer l'une des idées centrales développées par l'historien Olivier Dard dans la réédition (actualisée) de son ouvrage paru en 1998 et qui explore la survivance, de la France de Vichy à nos jours, de lectures sur l'existence d'un complot synarchique dans la sphère politico-intellectuelle française. Mais, l'auteur ne s'arrête pas là. Il s'intéresse également au phénomène de la synarchie au-delà des limites hexagonales, ce qui constitue une approche prometteuse pour une analyse comparative de la portée des représentations conspirationnistes sur une plus grande échelle.

Selon l'analyse d'Olivier Dard, ses lectures ainsi que les auteurs, les acteurs et les milieux politico-intellectuels qui les ont diffusées (et continuent de les diffuser) instruisent toujours sur le caractère hétérogène et transversal des discours antisynarchiques. La lutte contre la synarchie, supposée entité occulte, secrète, aux ramifications internationales inavouables, n'a pas été la propriété exclusive d'une quelconque faction idéologique. Son origine en tant que pièce maîtresse de dénonciation de conspirations et infiltrations politiques (premier chapitre, pp. 7-49) révèle une partie appréciable des tensions et des intrigues qui sévissaient parmi les différents milieux qui pullulaient à Vichy et au cœur de la collaboration parisienne. Successeur de Pierre Laval, l'amiral François Darlan et ses polytechniciens sont vivement contestés et l'idée d'un « complot contre l'État » gagne en vigueur. Groupe financier important, la banque Worms aurait trempé dans une machination où le « mystérieux » Jean Coutrot, qui était à la tête du Mouvement synarchique d'Empire (p. 38), aurait trouvé une mort suspecte, scandale qui ne fit que confirmer les rumeurs de l'existence de forces occultes. Les conflits entre différents protagonistes du gouvernement vichysois et de la collaboration (où émerge également l'antagonisme entre Marcel Déat et Jacques Doriot) ne sont pas un frein à la diffusion de la (thématique de la) synarchie qui atteint ses sommets pendant les années d'occupation – *L'Humanité* et *Franc-Tireur* vont reprendre à leur compte, avec des connotations évidemment différentes, cette idée d'« existence » d'un complot de caractéristiques comparables (pp. 46-47).

Ces campagnes antisynarchiques sont à 1 000 lieux des idées de Saint-Yves d'Alveydre, inspirateur de la synarchie vue comme un projet de réforme à la fin du ^{xx}e siècle (deuxième chapitre, pp. 51-93). Éminente figure de l'ésotérisme français, ce penseur l'avait envisagée comme

une voie de solution des problèmes européens et un instrument pour assurer la paix entre l'Occident chrétien et l'islam (p. 58). Étranger à toute intrigue de palais, Saint-Yves d'Alveydre avait voulu faire comprendre et accepter ses objectifs par l'opinion publique. Son nom fut récupéré par les communautés ésotériques et occultistes. Cependant, dans l'entre-deux-guerres, il y eut des tentatives organisationnelles synarchiques (les états généraux de la jeunesse européenne des années 30), caractérisées par des rassemblements politiques transversaux (p. 85) ; ses dirigeants se reconnaissaient dans la mouvance radicale, bien que gravitant de façon très marginale dans ce parti (pp. 90-92).

La trajectoire de Jean Coutrot qui fut un tremplin pour les thèses complotistes de la France de Vichy est analysée à partir de l'évidence empirique, ce qui permet de constater à quel point était grande l'absurdité de le présenter comme une figure majeure de la synarchie (troisième chapitre, pp. 95-124). Ces pages renseignent sur les limites de Jean Coutrot (pp. 109-111), ingénieur, entrepreneur multiple et polytechnicien, qui vit dans la défaite de 1940 une opportunité politique pour mener à bien ses objectifs technocratiques, une initiative qui se solda par un échec retentissant.

Toutefois, le terme de synarchie n'inaugure pas les visions complotistes puisqu'il existe un long inventaire de discours centrés sur le pouvoir abusif de groupes dont le moteur commun serait d'alimenter dans l'ombre des complots politiques (quatrième chapitre, pp. 125-165). En effet, diverses conceptions politiques ont trouvé dans cette doctrine – évoquant des ingérences conspiratives déterminées – un moyen de réduire les avatars d'une société nationale. L'histoire est longue et déborde largement les frontières de la France du ^{xx}e siècle. Elle nourrit un large éventail de thèses complotistes très en vogue à la fin des années 30, inspirées par l'antimaçonisme, l'antisémitisme et les tenants d'un complot de la finance internationale (p. 140). On ne saurait omettre l'essor, sous la Révolution nationale, d'une « nouvelle vague » de techniciens – aboutissement d'un processus déjà amorcé après la fin de la III^e République (p. 163) – considérés comme de nouveaux agents, animés par des intérêts occultes, infiltrant les strates de l'État. Dans un contexte de crise croissante, ces éléments font que la synarchie apparaît comme une conspiration majeure, agglutinante, « syncrétisme des complots antérieurs » (p. 142) qui permet de rassembler dans une même accusation toutes les coalitions d'ennemis.

Des inconsistances du rapport de police (rapport Henri Chavin, 1941) à l'impossibilité de prouver que Jean Coutrot avait été à la tête d'une entente secrète réunissant des technocrates désireux d'infiltrer le pouvoir politique, rien ne fait barrage aux discours antisynarchiques qui jouissent d'une belle santé depuis la Libération (cinquième chapitre, pp. 167-217). À partir de cette époque, la théorie se délocalise plus encore. Les sociétés secrètes du fascisme français (avec une nouvelle mise en cause de Jean Coutrot) et l'infiltration cléricale (les jésuites toujours en ligne de mire des antisynarchistes de gauche comme de droite) sont pointées du doigt. Le communisme (pp. 172-176), d'abord, dans les colonnes d'*Action*, découvre dans la synarchie l'ennemi par excellence, qui s'oppose à ses intérêts et à ceux de la France (le Vatican, les réactionnaires anglo-saxons, les socialistes, Charles de Gaulle).

Les forces synarchiques continuent donc à opérer – la commission Trilatérale fut une de leurs expressions et fut attaquée par un antimondialisme très présent sur l'échiquier politique. Et nombre des épisodes fondateurs furent réactualisés, sans grande originalité, pour confirmer la réalité de son influence décisive au sein des hautes sphères du pouvoir. L'extrême droite la brandit avec des auteurs comme Henry Coston et Louis Daménie – dans ce dernier cas, il était nouvellement fait référence à Jean Coutrot (pp. 192-193), tandis que la gauche anticapitaliste s'en empare pour expliquer les événements politiques dominants – nouvelle apparition de Jean Coutrot – pour expliquer l'influence de la grande banque internationale dans la désignation d'importantes autorités politiques dans des pays européens (pp. 219-220).

La minutieuse reconstruction d'Olivier Dard met en évidence les difficultés rencontrées à l'heure du bilan pour les sphères du pouvoir (p. 225). La synarchie constitue une simplification politique (comme instrument de déqualification), mais également intellectuelle – grille de lecture qui, comme il ressort du texte, n'a pas été sans intérêt dans la littérature académique (pp. 212, 216-217). Le recours à cet instrument semble également être dépendant de conditions externes, les périodes de crise étant les plus favorables (pp. 133, 141-142, 219). Ayant accumulé des décennies d'évolution de la culture technocratique dont les limites se sont vérifiées, le contexte actuel ne rend pas nos sociétés imperméables à la prolifération de ces manifestations de mythologie politique. L'auteur n'est pas persuadé qu'elles ne puissent resurgir au sein de sociétés déboussolées par le spectacle de l'impotence des élites politiques et par le consensus

sur des décisions difficilement acceptées socialement. Ainsi « le présent serait[-t-il] un vivier enrichissant et le passé un réservoir inépuisable de références » (p. 232). Loin de réduire la compréhension du phénomène aux interminables « fables » des protagonistes, Olivier Dard présente la synarchie comme une *représentation enracinée*, c'est-à-dire comme un phénomène de croyance, producteur de sens (pp. 125, 127, 177). Sa conclusion (pp. 219-232) approfondit cette clé de lecture qui, intégrant les récits rapportés, les déborde amplement pour atteindre des dérivations problématiques d'une rare profondeur... et d'une rare contemporanéité.

Humberto Cucchetti

CEIL, Conseil national de recherches scientifiques
et techniques, AR-CI 083ACA
hcucchetti@ceil-conicet.gov.ar

Aurélié DUDEZERT, *La connaissance dans les entreprises*.
Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2013, 128 p.

Le livre d'Aurélié Dudezert, maître de conférences habilitée à diriger les recherches en sciences de gestion à l'École centrale de Paris et responsable de l'équipe de recherche EPOCC (Équipe de recherche en économie et gestion sur les politiques de croissances fondées sur la connaissance) – lève le voile sur un aspect peu connu mais pourtant d'une importance capitale dans la vie d'une organisation (qu'il s'agisse d'une administration ou d'une institution) : la gestion des connaissances sous toutes leurs formes, connaissances qui excèdent d'ailleurs largement les frontières du droit de la propriété intellectuelle et industrielle. Dans le monde économique actuel, la création de valeur découle en majeure partie de l'exploitation de la connaissance de l'entreprise et non plus, comme autrefois, de l'exploitation et de la transformation de ressources naturelles. Dans cet environnement hyperconcurrentiel, les connaissances de l'entreprise (produites, transmises ou capitalisées par elle) sont une ressource capitale à protéger pour conquérir un net avantage sur les concurrents directs du même secteur de marché.

Cependant, la connaissance n'est pas une ressource tout à fait comme les autres. L'un des mérites de l'ouvrage d'Aurélié Dudezert est de donner des clés de compréhension des modalités managériales émergentes spécifiques à la gestion de la connaissance, les nouveaux enjeux induits par celle-ci ainsi que les nouvelles formes d'entreprise et d'action collective qui sont esquissées. Le livre structuré en trois chapitres – respectivement intitulés « La connaissance organisationnelle : gérer l'ingérable » (pp. 9-38),